



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 1600

Texte de la question

SITUATION DE PSA

M. le président. La parole est à M. David Douillet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. David Douillet. Ma question ne s'adresse pas à M. le Premier ministre, qui est passé maître dans l'art et la manière de jouer la montre, puisqu'en faisant des réponses très expansives aux deux dernières questions (« *Et alors !* » sur les bancs du groupe SRC), il empêche les trois dernières questions de cette séance, qui sont attribuées aux groupes de l'opposition, d'être diffusées auprès du plus grand nombre. Non, ma question s'adresse à M. le ministre du redressement productif. La semaine dernière, monsieur le ministre, vous avez dit devant un syndicaliste ne pas savoir quelle était la situation du groupe PSA. Dans ces circonstances, pris de panique, vous avez indiqué que le groupe ne tenait pas ses engagements. En d'autres termes, vous ne connaissez pas grand-chose à ce dossier. (« *Oh !* » sur les bancs du groupe SRC). Je vais donc vous expliquer quelle est la situation de PSA.

M. Thomas Thévenoud. Quelle arrogance !

M. David Douillet. Tout d'abord, le groupe a scrupuleusement respecté ses engagements concernant le site d'Aulnay. Il est donc inutile de souffler sur les braises du conflit social ; il n'en sortira rien de bon pour l'entreprise.

Pour la première fois, PSA a défini une stratégie à trois ans comportant un reciblage de l'outil de production et la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois. Son objectif est clair : produire un million de voitures en France d'ici à 2016, sans aucune fermeture de site. Mieux, un nouveau modèle sera lancé dans chacune des cinq usines pour un investissement total de 1,5 milliard d'euros, dont 137 millions pour le seul site de Poissy qui, naturellement, me tient à cœur. Tout ceci témoigne de l'ambition qu'a le groupe de redresser la barre.

Alors qu'un investisseur chinois s'apprête à entrer au capital du groupe à hauteur de 14 %, ce qui constitue une véritable chance pour PSA – je ne vous fais pas l'article sur le potentiel du marché asiatique –,...

Mme Sandrine Hurel. Non, de grâce !

M. David Douillet. ...il serait bon, monsieur le ministre, de ne pas tout gâcher en multipliant les déclarations hasardeuses. Puisque votre Gouvernement s'apprête également à participer à hauteur de 14 % au capital, quels moyens avez-vous prévus pour accompagner PSA vers les objectifs qu'il s'est fixé ? Bien gouverner, c'est anticiper, monsieur le ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député David Douillet, nous avons une connaissance précise – précise, et non détaillée (« Ah ! » *sur les bancs du groupe UMP*) – de la situation de PSA. Nous avons d'ailleurs découvert à notre arrivée que le plan social de grande ampleur, qui fut un choc pour la nation, avait été dissimulé pendant toute la période électorale ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*) Nous avons aussi découvert que la famille Peugeot avait tout fait pour éviter l'internationalisation à laquelle nous procédons actuellement pour, précisément, permettre à l'entreprise de rebondir ! Voilà les excellents conseils que vous auriez pu lui prodiguer, monsieur le député !

M. Philippe Meunier. C'est incroyable !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Nous avons aujourd'hui une stratégie de relance de PSA. Un accord de compétitivité a été signé entre les organisations syndicales majoritaires et la direction de PSA, qui a eu pour conséquence qu'en échange des efforts consentis par les salariés, les engagements suivants ont été pris : production d'un million de véhicules en France en 2016, alors que le niveau actuel est de 930 000 voitures – il y a donc une prévision d'augmentation qui entraînera pour la France l'amélioration de la base productive et industrielle de PSA ; fermeture d'aucune usine ou de site industriel ; lancement d'au moins un nouveau modèle dans chaque usine terminale ; investissement de 1,5 milliard d'euros en France pour la période 2014-2016, tout en préservant l'ensemble des centres de recherche et développement et des centres de décision.

M. Alain Marty. Perroquet ! Vous ne faites que répéter ce qu'a dit M. Douillet !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Tous ces engagements rendent possible le projet d'augmentation de capital, auquel l'État souscrira en effet en entrant dans le conseil d'administration ou de surveillance. Cela permettra à PSA d'être en harmonie avec les buts industriels de notre nation ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. David Douillet](#)

Circonscription : Yvelines (12^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1600

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 février 2014](#)